

Comment « parler des Palestiniens » ?

Comment « parler des Palestiniens » ? Comment écrire aujourd'hui sur leur sort, leurs luttes, sur leur avenir ? Ce qui me fait défaut, cruellement, puisque c'est à moi que vous vous adressez, c'est la compétence, indissociable d'un vrai militantisme. En tout cas d'un militantisme tel qu'il m'est arrivé de le mettre en œuvre pendant la guerre d'Algérie, pendant la guerre au Vietnam. S'agissant du Proche-Orient, je me sais au contraire ignorante comme une carpe. Les comportements de solidarité n'en sont pas atteints. Mais la réflexion vraie, et l'écriture, deviennent problématiques.

Y a-t-il narcissisme à se référer ainsi à soi-même ? Sans doute. Ce qui peut pourtant légitimer ces quelques lignes, c'est qu'elles ne me semblent pas vraiment personnelles. Trois « raisons » émergent dans le faisceau de celles qui rendent compte de la relative fréquence d'une « adhésion-globale-et-critique-mais-peu-militante ». En Algérie nous combattions les pratiques et la politique de notre État, le colonialisme revêtu, mieux que partout ailleurs, des voiles de l'idéologie diffusée depuis plus d'un siècle par nos gouvernements, ancrée profondément dans notre peuple : nous balayions alors devant notre porte et, à le faire, certains ont couru quelques risques. Avec le Vietnam, même si la France s'était, depuis 1964, retirée de la guerre, même si les États-Unis l'avaient finalement relayée à Saïgon et si, de 1965 à 1975, c'était l'impérialisme américain dans son évidence que nous dénoncions, le passé colonial de l'ex-Indochine et sa longue résistance à la domination française constituaient à nos yeux la trame de cette histoire. Les terres palestiniennes, elles, n'ont jamais été sous protectorat français. Il est loin le temps où la France portait attention aux Lieux saints et celle-ci ne fut jamais que diplomatique. Même au Liban l'été dernier, lors des pires heures de l'offensive israélienne, lors des massacres de Sabra et Chatila, les responsabilités françaises n'apparaissaient pas majeures. Tout compte fait, l'engagement personnel semble d'autant plus difficile que les responsabilités nationales sont plus floues.

Cette analyse ne concerne à vrai dire qu'un petit nombre de militants. Les hésitations de nombreux hommes de gauche, assurés de la légitimité fondamentale du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ayant en même temps en abomination tout ce qui ressemble au racisme et à l'antisémitisme, reposent le plus souvent sur d'autres bases. La volonté de sauvegarder Israël, comme les Israéliens veulent et voudront qu'il soit, coexiste chez eux avec l'exigence d'un État palestinien. L'ombre du génocide continue de s'étendre à leurs yeux sur les générations sabras et sur les juifs d'Orient qui n'ont pourtant pas vécu la tragédie hitlérienne. Ceux qui ont combattu le nazisme et ceux qui, en Europe, pensent que le souvenir de ce combat ne doit pas s'éteindre, ne peuvent envisager que soit transformé par d'autres voies l'État fondé par ceux qui ont survécu aux camps. Et cela même lorsqu'ils entrevoient les conséquences humaines et politiques de son établissement. Il a raison, Samir Kassir, dans le numéro 8 de la *Revue d'études palestiniennes*, de relever chez les Occidentaux « l'existence d'un préjugé généralement favorable à Israël, préjugé dont l'expression la plus achevée est l'attachement non pas à l'existence réelle et légale d'Israël, mais à son droit historique, conceptuel, à l'existence ». Au reste, est-il si facile de les distinguer ?

Mais si, chez de nombreux Français, ce sentiment envahit tout le champ de la conscience, chez d'autres il entre en conflit permanent avec ce qu'ils savent du prix payé par les Arabes de Palestine pour les crimes commis par Hitler. Ils essaient d'imaginer l'exode de ceux qui furent conduits à fuir leur pays, ceux que la guerre du Liban, la troisième guerre israélienne, a chassés encore plus loin de leurs terres : 60 % des cinq millions de Palestiniens ne vivent-ils pas aujourd'hui en diaspora ? Ces Français se sentent solidaires de ceux qui, en Israël même, sont traités en citoyens discriminés, de ceux qui, dans les territoires occupés depuis 1967, s'opposent à l'implantation des colonies. Ils se sentent sinon du côté de, du moins aux côtés du mouvement national palestinien. Et ils soutiennent avec chaleur le projet d'un État palestinien : cet État qu'à la différence d'Israël aujourd'hui établi, il faut créer avec des hommes et des femmes dispersés ou dominés, puisque leurs espérances s'incarnent aujourd'hui dans sa création.

Les parts, des deux côtés, ne sont donc pas égales. Ce que les Palestiniens cherchent à constituer, c'est ce qui fait précisément la force d'Israël : un territoire, des hommes rassemblés, un gouvernement reconnu. Il ne suffit donc pas de formuler le vœu pieux d'un État palestinien qui coexisterait avec Israël. Sauf à nous enfermer dans une double mythologie, il nous faut regarder en face les tensions qui se sont cristallisées autour de la reconnaissance de l'OLP comme représentative d'un pays éclaté et combattant. Aucune bonne conscience ne peut en faire abstraction.

C'est difficile ? Eh oui ! Justement parce que l'OLP est, depuis quelque vingt ans, le bras d'un peuple qui, lors de l'occupation de son territoire, n'avait pas encore, sans doute, le niveau de conscience collective acquis dans la lutte. C'est difficile aussi en raison de l'emploi, pendant quelques années, du terrorisme aveugle, cette arme de ceux qui sont encore faibles. Mais il faut, on peut affronter aujourd'hui la mort des mythes d'origine : nous ne sommes ni en 1948, ni en 1967.

La guerre du Liban a en effet déchiré en Israël le consensus national : elle a rendu possibles des ruptures naguère impensables, elle a libéré une parole jusque-là étouffée ou inexistante. Elle a atteint en même temps la foi occidentale dans l'exceptionnalisme israélien : Israël est apparu pour ce qu'il est, un État comme un autre, pris dans les tempêtes des puissances et de ses propres puissants. Et d'autre part, contrairement à l'image anhistorique et falsifiée que tant de médias distillent encore, l'OLP est apparue ce qu'elle est devenue : un lien de formulation du politique autant qu'un organe de coordination de la lutte armée.

Si les haines se cristallisent aujourd'hui contre sa direction, n'est-ce pas justement parce que celle-ci a su non seulement se faire l'écho des Palestiniens qui souffrent, qui luttent et qui apprennent, mais encore entendre la voix de ceux qui, en Israël, pensent et disent qu'il faut en finir avec la politique criminelle de Begin et imposer des choix radicalement nouveaux ? Tout ce qui menacerait, tout ce qui menace l'unité de l'OLP et sa capacité à reconnaître ce qui a bougé sur l'échiquier des représentations et dans le champ du politique est lourd de menaces.

Madeleine REBÉRIOUX
(septembre 1983)

